

Petit État, grands enjeux : les Maldives et la compétition stratégique dans l'océan Indien

Andrea Malji | 19 septembre 2025 | ARTICLES | 



Ce texte est une traduction de l'article « [Small State, Big Stakes: The Maldives and Strategic Competition in the Indian Ocean](#) », paru le 14 juillet 2025 sur War on the Rocks.

Situées au carrefour des routes maritimes essentielles de l'océan Indien reliant le Moyen-Orient à l'Asie, les Maldives se sont imposées comme un point d'appui improbable mais de plus en plus important dans la rivalité stratégique dans la région indo-pacifique. Malgré une population de moins de 600 000 habitants et des capacités navales limitées, la position géographique du pays, ses ambitions économiques et son agilité diplomatique en font un partenaire précieux pour les grandes puissances. Malé cherche activement à façonner son environnement stratégique en sécurisant des investissements, en multipliant les partenariats et en renforçant sa stature régionale. Pour la Chine, l'Inde, les États-Unis et d'autres acteurs, l'accès au territoire maldivien ou l'association avec ses dirigeants renforce leur capacité à opérer dans ce corridor stratégique.

Dans l'environnement indo-pacifique actuel marqué par des rivalités croissantes, les petits États peuvent gagner en influence non pas uniquement par la puissance, mais en tirant parti de leur position géographique et de leurs ressources pour défendre leurs intérêts nationaux. Les Maldives illustrent comment de tels États peuvent s'affirmer en négociant avec les puissances régionales selon des termes transactionnels favorables. Cela contraste avec d'autres petits États insulaires dont la stratégie s'est avérée moins efficace. Les îles Salomon, par exemple, ont fait face à de vives réactions et à des manifestations internes suite à la signature, en 2022, d'un [pacte de sécurité controversé avec la Chine](#), que les détracteurs jugeaient susceptible de faciliter l'accès de l'armée chinoise aux îles. Les troubles internes qui en ont résulté, ainsi que [la détérioration des relations avec l'Australie et les États-Unis](#) illustrent les risques d'un alignement perçu comme exclusif avec une grande puissance. Les Maldives, à l'inverse, ont réussi à se positionner plus habilement grâce à une politique étrangère multi-vectorielle, en s'alignant

de manière sélective sur des puissances concurrentes pour poursuivre certains objectifs stratégiques. Cette approche se distingue du non-alignement de l'époque de la guerre froide, qui recherchait l'équidistance ou la neutralité. Elle présente également des différences subtiles par rapport à la stratégie de « *hedging* » (« couverture »), qui vise souvent à retarder un engagement ou à masquer ses intentions afin de préserver une flexibilité à long terme.

Bien qu'il soit encore trop tôt pour juger du succès de cette politique, Malé cherche à diversifier ses partenariats en s'engageant auprès de multiples acteurs. Ces investissements offrent des avantages sous la forme de nouvelles infrastructures, de revenus touristiques, de financements internationaux et de connectivité commerciale. En contrepartie, ils ouvrent également la voie à des influences excessives sur les politiques intérieures, à des situations de dépendance et à des dettes à long terme, un scénario bien connu dans la région. Cependant, le succès naissant de Malé tient à sa capacité à tirer parti de la concurrence tout en évitant de s'engager excessivement auprès d'une seule grande puissance.

La route maritime de la soie de Pékin : profondeur stratégique ou piège de la dette ?

Les Maldives sont devenues un maillon clé de la route maritime de la soie de la Chine, intégrée à la vaste initiative des Nouvelles Routes de la soie (Belt and Road Initiative), qui s'est traduite par une accélération des investissements chinois au cours de la dernière décennie. Parmi les projets les plus emblématiques figure le pont Sinamalé, également connu sous le nom de pont de l'amitié Chine-Maldives, achevé en 2018 pour un coût de 300 millions de dollars et financé par des subventions et des prêts concessionnels accordés par Pékin. Ce pont relie physiquement la capitale Malé à l'île de Hulhulé, où se trouve le principal aéroport international du pays. Des entreprises chinoises ont également financé l'agrandissement de l'aéroport international Velana, avec notamment une nouvelle piste et un terminal pour hydravions destiné à soutenir le secteur du tourisme de luxe aux Maldives. Bien que présenté comme un projet à vocation commerciale, celui-ci, à l'instar d'autres initiatives, soulève des interrogations en raison de ses potentielles implications en matière de double usage.

Les entreprises chinoises ont également mené d'importants projets de poldérisation à Thilafushi, développant une île artificielle de 150 hectares à usage industriel et résidentiel. Les techniques utilisées sont similaires à celles employées en mer de Chine méridionale pour transformer des récifs en avant-postes stratégiques, ce qui soulève des interrogations quant aux intentions derrière ce projet. En 2024, la Chine a signé un accord d'assistance militaire avec les Maldives, afin de fournir des équipements de défense non létaux ainsi que de la formation, une initiative qui a suscité des inquiétudes à Washington et à New Delhi. Cependant, contrairement au pacte de sécurité opaque signé avec les îles Salomon en 2022, l'accord entre les Maldives et la Chine a une portée beaucoup plus limitée ; il exclut tout droit de stationnement militaire et demeure soumis à un contrôle institutionnel renforcé.

Malgré ces investissements et une relation généralement cordiale avec Pékin, Malé continue d'aborder le capital chinois avec prudence. Les responsables maldiviens bénéficient en effet du recul nécessaire pour tirer les leçons des erreurs commises par le Sri Lanka, qui s'est lourdement endetté auprès de la Chine après un boom des infrastructures dans les années 2000. Lorsque Colombo a fait défaut sur ses prêts, il a été contraint de céder le port de Hambantota à une entreprise publique chinoise pour 99 ans, dans le cadre d'un échange de dette contre capitaux propres. Alors que la dette totale des Maldives continue d'augmenter et que deux prêts majeurs contractés auprès de la Chine et de l'Inde arrivent à échéance au cours de la prochaine décennie, les inquiétudes concernant le surendettement ne sont pas infondées. Toutefois, les dirigeants maldiviens ont pris certaines mesures calculées pour éviter de répéter les erreurs du Sri Lanka, notamment la mise en place de stratégies bilatérales de gestion de la dette, un recours accru aux financements sous forme de subventions et un renforcement du contrôle parlementaire sur les accords de prêts étrangers. De plus, le remboursement le plus important à venir pour les Maldives, un sukuk islamique de 500 millions de dollars, arrivant à échéance en 2026, est sans intérêt et détenu par un groupe diversifié d'investisseurs, ce qui réduit le risque de levier politique exercé par un seul acteur. Néanmoins, la Chine détient toujours environ 40 % de la dette extérieure des Maldives, soit près de 1,37 milliard de dollars, ce qui souligne les enjeux considérables de sa stratégie économique.

Le contrepoids de l'Inde : profondeur culturelle et tensions politiques

L'Inde, partenaire régional traditionnel des Maldives, a répondu à la présence croissante de la Chine par une intensification de ses investissements et de ses efforts diplomatiques. Le projet phare est le Greater Malé Connectivity Project, une initiative de 500 millions de dollars comprenant un pont, des chaussées et des routes reliant Malé à trois îles voisines. Financé par une subvention de 100 millions de dollars et une ligne de crédit de 400 millions de dollars, ce projet de connectivité représente l'investissement infrastructurel le plus important jamais réalisé par l'Inde aux Maldives. L'Inde a également contribué à hauteur de 220 millions de dollars au projet de poldérisation et de protection du littoral d'Addu City et a accordé des subventions pour développer les services de ferry et la connectivité maritime entre les îles. Parmi les autres projets figurent des investissements dans l'aéroport international de Hanimaadhoo, plus de 100 millions de dollars pour la modernisation des réseaux d'eau et

d'assainissement, ainsi que du soutien à l'éducation, à l'aide médicale et à la formation technique.

Ces efforts ont permis à l'Inde d'étendre son influence dans des secteurs clés, renforçant ainsi son rôle de partenaire pour le développement. Cependant, la proximité et la visibilité de l'Inde constituent une arme à double tranchant. La coopération de longue date en matière de défense, notamment le soutien à la surveillance maritime et les dons de matériel militaire, a suscité des critiques au sein des segments nationalistes de la société maldivienne. Sous la présidence d'Abdulla Yameen Abdul Gayoom, de 2013 à 2018, les relations avec l'Inde se sont détériorées dans un contexte d'accusations d'ingérence, un sentiment qui a refait surface avec le retour de la campagne « India Out » sous la présidence de Mohamed Muizzu en 2024. Les critiques ont notamment pointé la présence de 89 personnels indiens exploitant un avion Dornier offert aux Maldives comme preuve d'une atteinte à la souveraineté.

Les tensions se sont encore intensifiées en janvier 2024, lorsque des publications sur les réseaux sociaux de responsables maldiviens, dénigrant le Premier ministre indien Narendra Modi, ont suscité l'indignation de l'opinion publique en Inde. Des appels au boycott du tourisme aux Maldives ont suivi, tandis que médias et responsables politiques indiens mettaient en avant les îles Lakshadweep comme destination alternative. Ces différends ne se sont pas limités à la diplomatie d'élite, ils ont également mis en lumière des préoccupations plus larges parmi les Maldiviens concernant l'attitude de l'Inde à l'égard de leur pays. Si certains se réjouissent de la présence indienne et des liens historiques qui les unissent, d'autres perçoivent l'Inde comme un « tyran » régional qui exploite les relations historiques et culturelles afin d'exercer une influence excessive sur les affaires intérieures maldiviennes.

Néanmoins, malgré les inquiétudes selon lesquelles l'administration Muizzu allait opérer un basculement décisif vers Pékin, les relations avec New Delhi ont commencé à se stabiliser après une visite d'État du président maldivien en Inde en octobre 2024. Les deux parties ont adopté le India-Maldives Vision Document, centré sur la reprise économique et la sécurité maritime. L'Inde a également accordé un soutien financier de 760 millions de dollars afin d'aider les Maldives à faire face à leur crise de change. En mai 2025, des pourparlers de haut niveau étaient en cours pour mettre en œuvre l'accord et approfondir la coopération en matière de défense, ce qui indique que les craintes initiales d'un fort rapprochement avec la Chine et d'une prise de distance stratégique vis-à-vis de l'Inde avaient pu être exagérées.

Dans l'ensemble, l'Inde demeure un partenaire essentiel pour les Maldives et les relations restent solides malgré des frictions diplomatiques périodiques. De nombreux Maldiviens continuent toutefois d'exprimer leur malaise face à l'asymétrie perçue de cette relation. Cependant, la capacité de Malé à stabiliser ses rapport avec New Delhi tout en prenant en compte ces sensibilités internes illustre l'une des facettes de sa stratégie plus large de multi-alignement, visant à s'engager avec les grandes puissances sans donner l'impression d'être redevable à un acteur unique.

L'ombre de Washington : une puissance discrète, une présence durable

À la différence de l'Inde et de la Chine, les États-Unis ont adopté une approche plus discrète mais stratégiquement porteuse. En 2020, Washington et Malé ont signé un accord-cadre sur la défense et la sécurité, le premier accord militaire formel entre les deux pays. Cette étape majeure a été suivie de l'ouverture de la première ambassade américaine aux Maldives et de la réouverture à plein temps de l'ambassade des Maldives à Washington en 2023, signe d'un approfondissement des liens institutionnels.

La diplomatie de haut niveau est venue renforcer cette relation. En novembre 2023, le président Biden a dépêché de hauts responsables pour assister à l'investiture du président Muizzu. En juin 2024, le secrétaire d'État Antony Blinken a reçu le ministre maldivien des Affaires étrangères, Moosa Zameer, réaffirmant publiquement les engagements communs en faveur de la sécurité maritime, de la résilience économique et d'un Indo-Pacifique libre et ouvert. La coopération en matière de défense s'est également intensifiée. Les États-Unis ont fait don de patrouilleurs, financé des relevés hydrographiques et renforcé les capacités de surveillance maritime afin d'aider Malé à protéger sa vaste zone économique exclusive. La formation assurée par la 5^e Security Force Assistance Brigade de l'armée américaine a également soutenu les forces de défense nationale des Maldives. Les Maldiviens participent également en grand nombre aux formations proposées par les États-Unis, qu'il s'agisse de cursus de formation militaire professionnelle ou de programmes d'éducation exécutive pour cadres. Du point de vue de Malé, Washington est un partenaire à moindre risque, techniquement compétent et concentré sur la coopération stratégique. De plus, il ne s'immisce pas dans les affaires intérieures.

Diversification au-delà des trois grands

Du point de vue des Maldives, chaque grande puissance offre divers avantages et contraintes. La Chine apporte des capitaux et des capacités de construction, mais aussi une certaine opacité. L'Inde offre une livraison rapide, des liens culturels et

historiques, ainsi qu'une aide à l'éducation, mais suscite des frictions internes. Les États-Unis garantissent la sécurité et la professionnalisation, mais avec des investissements économiques limités. En conséquence, Malé ne choisit pas de camp et opte pour la diversification.

Afin d'éviter une dépendance excessive à l'égard d'une seule puissance, les Maldives ont adopté une stratégie délibérée de diversification au-delà des trois grandes puissances régionales, ce qui les distingue d'autres petits États. En 2025, elles ont annoncé la création du Maldives International Financial Centre, un centre financier extraterritorial de 8,8 milliards de dollars. Soutenu par des investisseurs qatariens et émiratis et développé par une société basée à Dubaï, ce centre vise, selon ses propres termes, à attirer des capitaux mondiaux grâce à l'absence d'impôt sur les sociétés, à des dérogations en matière de résidence et à des politiques financières libéralisées. L'objectif est de faire des Maldives un environnement favorable aux affaires pour [les nomades numériques, les entrepreneurs et les individus fortunés à la recherche de juridictions à faible fiscalité](#). Le centre représente un pari audacieux qui distingue les Maldives dans leur tentative de diversifier leur économie et d'attirer les capitaux mondiaux. Cependant, l'ampleur du projet, qui dépasse la production économique totale du pays, soulève de sérieux risques d'endettement et de perte de réputation, ce qui pourrait compromettre l'autonomie stratégique que Malé a soigneusement élaborée.

Les Maldives ont également approfondi leurs liens avec d'autres pays à majorité musulmane, au-delà du Qatar et des Émirats arabes unis, en s'engageant dans des activités de formation militaire, de coordination diplomatique et de coopération au développement. Le Pakistan a fourni [une formation pour des officiers, des exercices conjoints et des échanges de haut niveau dans le domaine de la défense](#). La Turquie [a offert aux Maldives le TCG Volkan](#), un ancien navire d'attaque rapide de la marine turque doté de missiles, et a organisé [des programmes de formation navale](#). Cet engagement croissant auprès de partenaires islamiques reflète la stratégie de Malé, qui consiste à s'inscrire dans de multiples architectures économiques, diplomatiques et sécuritaires, renforcées par des liens culturels et religieux communs, puisque les Maldives se définissent constitutionnellement [comme une nation 100 % musulmane](#).

Capacité d'action et gestion du risque dans un contexte contraint : les leçons d'un petit État

L'approche de Malé en matière de politique étrangère repose sur plusieurs avantages structurels : le [produit intérieur brut par habitant le plus élevé](#) d'Asie du Sud, [un système politique fortement centralisé](#) et une faible fragmentation ethnique et politique interne. Les décisions de politique étrangère sont largement dirigées par le bureau du président, avec l'appui d'un ministère des Affaires étrangères réduit et technocratique, qui a cultivé des liens étroits à travers le Golfe, l'Asie et les capitales occidentales. Cette structure centralisée, [héritée de son passé autoritaire](#), permet des réponses diplomatiques rapides, une communication cohérente et une gestion à long terme des partenariats, des caractéristiques souvent absentes dans les démocraties plus grandes ou plus divisées, comme le Sri Lanka voisin. Elle permet également à Malé de se réajuster rapidement en réponse aux changements géopolitiques, comme l'illustre le [réajustement des relations avec l'Inde en 2024-2025](#).

Pour autant, la capacité d'action du pays est limitée, en particulier dans le contexte géopolitique actuel. S'endetter excessivement, mal évaluer les intentions des grandes puissances ou se concentrer uniquement sur les gains à court terme sont autant de risques majeurs qui pourraient faire dévier les Maldives de leur trajectoire. Les responsables maldiviens semblent conscients de ces risques et ont pris des mesures pour institutionnaliser des garde-fous, tels qu'un renforcement du contrôle de l'action publique, davantage de transparence et de diversification, afin d'éviter un piège « à la Hambantota ». Néanmoins, compte tenu du lourd fardeau de la dette extérieure des Maldives, cela pourrait s'avérer insuffisant.

À mesure que la concurrence entre les grandes puissances s'intensifie dans l'Indo-Pacifique, les Maldives constituent un cas d'étude intéressant sur la capacité d'action des petits États. Bien qu'il ne s'agisse pas encore d'un phénomène généralisé, les Maldives illustrent une tendance naissante également observable dans des pays comme [Maurice](#) et [les Seychelles](#), où les petits États insulaires naviguent avec une plus grande habileté dans la compétition entre les grandes puissances. La question de savoir si Malé pourra maintenir cet équilibre reste ouverte.

Crédit photo : Shahee Ilyas via [Wikimedia Commons](#).

— • — — • — — • •

Andrea Malji

Andrea Malji, Ph.D., est professeure au Daniel K. Inouye Asia Pacific Center for Security Studies, un centre régional du département de la Défense des États-Unis. Ses recherches portent sur la géopolitique et les conflits, avec une spécialisation régionale en Asie du Sud. Elle a obtenu son doctorat en sciences politiques à l'université du Kentucky.

Les opinions exprimées dans cet article sont uniquement celles de l'auteur et ne reflètent pas la politique ou la position officielle du Daniel K. Inouye Asia Pacific Center for Security Studies, du département de la Défense ou du gouvernement des États-Unis.

Comment citer cette publication

Andrea Malji, « Petit État, grands enjeux : les Maldives et la compétition stratégique dans l'océan Indien », trad., *Le Rubicon*, vol. 5, 19 septembre 2025
[<https://lerubicon.org/petit-etat-grands-enjeux-les-maldives-et-la-competition-strategique-dans-locean-indien/>].